# LES CAPACITÉS HUMAINES : LE FONDEMENT DE TOUTE TRANSFORMATION

**Pourquoi l'éducation, la santé et les capacités humaines comptent davantage que toute politique ou tout projet pris isolément**

***Cheick Boucadry Traore***

## Les fondements invisibles de toute transformation

Les nations sont souvent jugées à travers les réalisations les plus visibles : routes construites, hôpitaux inaugurés, écoles ouvertes, installations industrielles mises en place et technologies introduites. Ces réalisations sont importantes. Elles peuvent améliorer les conditions de vie, rapprocher les communautés et créer des possibilités de développement économique.

Pourtant, les fondements les plus décisifs de la transformation nationale sont souvent moins visibles.

Ils résident dans les connaissances que les individus acquièrent, le jugement qu'ils développent, la santé dont ils jouissent, les compétences qu'ils exercent et les institutions qu'ils deviennent capables de construire et de faire durer.

Un pays peut construire des infrastructures modernes sans développer les compétences techniques nécessaires à leur entretien. Il peut étendre son système éducatif sans former les capacités intellectuelles et scientifiques indispensables à l'innovation. Il peut importer des technologies sophistiquées sans acquérir la maîtrise nécessaire pour les adapter, les améliorer ou, à terme, concevoir les siennes.

Ces contradictions révèlent une distinction fondamentale entre l'acquisition des instruments du progrès et le développement des capacités humaines permettant de les utiliser efficacement.

**Les infrastructures peuvent être construites. Les équipements peuvent être achetés. Les politiques peuvent être adoptées. Mais les capacités humaines qui leur donnent leur pleine utilité doivent être cultivées.**

La transformation de l'Afrique ne doit donc pas être envisagée simplement comme une accumulation de projets et d'investissements, mais comme un processus continu de développement des capacités de ses populations.

Il ne s'agit pas de remettre en cause l'importance des infrastructures, de l'investissement ou des politiques publiques. Il s'agit de rappeler leur finalité fondamentale.

Leur contribution durable devrait être appréciée à travers les possibilités humaines qu'ils créent et les capacités collectives qu'ils permettent de transmettre.

# L'éducation doit former les esprits, et non simplement délivrer des diplômes

L'éducation occupe une place centrale dans pratiquement toutes les stratégies nationales de développement. Les gouvernements reconnaissent son importance, les familles consentent des sacrifices considérables pour en assurer l'accès à leurs enfants, et les jeunes la considèrent de plus en plus comme indispensable à leur avenir.

Pourtant, élargir l'accès à l'éducation ne signifie pas nécessairement en améliorer la qualité.

Construire des écoles et accroître les effectifs scolarisés sont des étapes nécessaires, mais elles ne garantissent pas automatiquement un apprentissage véritable. De même, la multiplication des diplômes ne démontre pas nécessairement qu'une société a développé les connaissances et les capacités requises pour relever ses défis économiques, scientifiques et institutionnels.

La question centrale doit donc dépasser le nombre d'élèves et d'étudiants accueillis dans les établissements d'enseignement pour porter sur ce qu'ils deviennent réellement capables de comprendre, de créer et d'accomplir.

L'éducation commence par la maîtrise fondamentale de la lecture, de l'écriture et du calcul. Sans ces acquis, les individus rencontrent de graves difficultés pour accéder à d'autres connaissances, participer pleinement à la vie économique et exercer leur citoyenneté de manière éclairée.

Mais l'éducation ne peut s'arrêter là.

Elle doit cultiver la compréhension scientifique, le raisonnement critique, la curiosité intellectuelle, la conscience historique, la communication, la créativité et le jugement éthique. Elle doit préparer les individus non seulement à accomplir des tâches établies, mais aussi à affronter des problèmes nouveaux et à exercer leurs responsabilités dans des circonstances qu'il n'est pas toujours possible d'anticiper.

Cette distinction est particulièrement importante lorsque l'éducation est abordée presque exclusivement sous l'angle de l'emploi.

L'emploi est incontestablement essentiel. Les systèmes éducatifs doivent préparer les jeunes en leur transmettant des compétences pertinentes et leur permettre de participer de manière productive à la société.

Néanmoins, **la finalité de l'éducation ne peut être réduite à la seule fourniture de main-d'œuvre aux marchés existants.**

L'avenir d'une nation dépend également de sa capacité à produire des connaissances, à conduire des recherches, à remettre en question des hypothèses insuffisantes, à développer des institutions et à créer des possibilités qui n'existent pas encore.

Les universités doivent donc être davantage que des établissements chargés de délivrer des qualifications. Elles devraient contribuer à la recherche scientifique, à l'indépendance intellectuelle, à la maîtrise technologique et au développement de la capacité d'une société à se comprendre elle-même et à comprendre le monde qui l'entoure.

L'enseignement technique et professionnel mérite la même considération. Un technicien compétent, un spécialiste agricole, un infirmier, un ingénieur ou un artisan qualifié possède des connaissances indispensables au développement national.

La distinction entre formation académique et formation technique ne doit jamais devenir une hiérarchie de valeur entre les êtres humains.

Toutes deux exigent des compétences, de la discipline, une amélioration continue et du respect.

Rien de tout cela ne peut être réalisé sans des enseignants bien préparés, des matériels pédagogiques adaptés, des établissements fonctionnels et une attention soutenue à la qualité réelle des apprentissages.

Une société qui investit dans les bâtiments scolaires, mais néglige les enseignants, les connaissances et les conditions d'apprentissage, risque de développer l'apparence de l'éducation sans en renforcer suffisamment la substance.

L'objectif doit être clair : il ne s'agit pas simplement d'instruire davantage de personnes, mais de former une population de plus en plus capable de réfléchir, de découvrir, de créer et d'exercer un jugement éclairé.

# La santé, condition de l'épanouissement des capacités humaines

Les capacités humaines ne peuvent s'épanouir indépendamment du bien-être des individus.

Un enfant dont le développement est compromis par la malnutrition ou une maladie évitable rencontre des difficultés qu'aucune déclaration d'ambition éducative ne peut effacer. Un travailleur privé de soins médicaux en temps utile peut perdre des possibilités d'activité productive. Une famille contrainte d'épuiser ses ressources pour se soigner peut voir gravement diminuée sa capacité à investir dans l'éducation, le logement ou l'entrepreneuriat.

La santé représente donc bien davantage qu'un secteur de dépenses publiques. Elle constitue une condition fondamentale du développement humain.

Son importance dépasse le traitement des maladies.

La nutrition, les soins maternels et infantiles, la vaccination, l'accès à l'eau potable, l'assainissement, la santé mentale, la prévention des maladies et l'accès aux services médicaux essentiels contribuent tous aux capacités que les individus peuvent développer tout au long de leur existence.

La relation entre santé et éducation est particulièrement significative.

Les enfants en bonne santé sont mieux placés pour fréquenter régulièrement l'école et bénéficier des apprentissages. Les personnes instruites disposent généralement de meilleures capacités pour comprendre les informations sanitaires, prendre des décisions éclairées et participer aux pratiques de prévention.

Ces relations se renforcent mutuellement, créant des bénéfices qui s'étendent aux familles, aux communautés et aux générations successives.

Les stratégies africaines de développement doivent, par conséquent, résister à la tentation de considérer les soins de santé comme une obligation sociale qui ne pourrait être pleinement satisfaite qu'une fois la prospérité économique atteinte.

La santé contribue elle-même à la création de cette prospérité.

Ce principe appelle également une conception des soins respectueuse de la dignité humaine et de l'égalité des chances.

Les capacités humaines sont diminuées lorsque l'accès aux traitements essentiels dépend excessivement du revenu, du lieu de résidence ou de la position sociale.

L'élargissement de l'accès aux soins doit donc être considéré comme une composante de la construction d'une société dans laquelle davantage de personnes peuvent apprendre, travailler, participer et apporter une contribution véritable.

Une économie ne peut mobiliser pleinement les capacités d'une population dont les besoins sanitaires demeurent systématiquement négligés.

# Les institutions : des capacités humaines organisées

Le développement des connaissances et des compétences individuelles est essentiel, mais il ne suffit pas.

La transformation dépend également de la capacité d'une société à organiser ces compétences autour d'objectifs collectifs.

Tel est le rôle des institutions.

Les administrations publiques, les écoles, les hôpitaux, les universités, les tribunaux, les entreprises, les centres de recherche et les organisations communautaires permettent de transformer les compétences individuelles en actions collectives durables.

Leur efficacité dépend non seulement des qualifications de leur personnel, mais aussi de la manière dont les responsabilités sont définies, les décisions prises, les connaissances partagées et les performances évaluées.

Une institution peut employer des personnes hautement qualifiées et néanmoins fonctionner médiocrement lorsque ses procédures sont confuses, que sa direction ne rend pas suffisamment compte de ses décisions ou que sa culture organisationnelle décourage l'initiative et l'engagement.

À l'inverse, une institution disposant de ressources limitées peut obtenir des résultats appréciables lorsque son personnel est compétent, ses objectifs clairement définis et ses pratiques favorables à la coopération et à l'amélioration continue.

La capacité institutionnelle dépasse donc la seule question des effectifs.

Elle comprend l'éthique professionnelle, la fiabilité de l'information, la continuité administrative, l'efficacité de la coordination et l'aptitude à tirer les enseignements de l'expérience.

Cette dimension est particulièrement importante pour les politiques publiques.

Une réforme bien conçue peut échouer lorsque les institutions chargées de son application ne disposent pas des compétences techniques, de la discipline financière ou de la cohérence organisationnelle nécessaires.

Un plan de développement peut définir des objectifs appropriés, mais produire des résultats décevants lorsque les responsabilités sont fragmentées et que sa mise en œuvre ne fait pas l'objet d'un suivi rigoureux.

La difficulté ne réside pas toujours dans l'absence de bonnes idées.

Elle peut résider dans l'insuffisance des capacités collectives permettant de traduire ces idées en actions durables.

Le renforcement des institutions exige, par conséquent, une attention à la formation professionnelle, à l'apprentissage organisationnel, au mérite, à la responsabilité et à la continuité au-delà des personnes qui exercent temporairement des fonctions de direction.

Le leadership politique demeure important. Cependant, la véritable solidité institutionnelle apparaît lorsque les responsabilités publiques peuvent être assumées de manière fiable, même lorsque les dirigeants, les gouvernements et les circonstances changent.

**Une société devient plus capable lorsque la compétence ne demeure pas l'apanage d'individus exceptionnels, mais s'inscrit dans des institutions en mesure de la préserver et de la transmettre.**

# La technologie ne peut remplacer la capacité d'innover

Le progrès technologique a ouvert des possibilités que les générations précédentes pouvaient difficilement imaginer.

Les réseaux numériques peuvent rapprocher les communautés, améliorer l'accès à l'information, faciliter les échanges commerciaux, soutenir l'éducation et élargir la portée des services essentiels. L'intelligence artificielle et d'autres technologies émergentes peuvent offrir de nouveaux instruments pour la recherche, la productivité et la résolution des problèmes.

Pour les sociétés africaines, ces évolutions créent des perspectives importantes.

Elles soulèvent également une question fondamentale : la technologie renforcera-t-elle la capacité de l'Afrique à produire des connaissances et des solutions, ou approfondira-t-elle sa dépendance à l'égard de systèmes développés, contrôlés et entretenus ailleurs ?

L'accès aux technologies avancées est important, mais il ne doit pas être confondu avec leur maîtrise.

Une société peut devenir une grande consommatrice de services numériques sans pour autant acquérir un contrôle substantiel sur les connaissances, les infrastructures et les décisions techniques dont dépendent ces services.

Le défi consiste donc à passer progressivement de la consommation technologique à la maîtrise, à l'adaptation et à la création technologiques.

Cela exige davantage que la formation à l'utilisation d'applications existantes.

Il faut développer l'enseignement scientifique, les institutions de recherche, les compétences en ingénierie, un accès responsable aux données, l'entrepreneuriat technologique et des environnements favorables à l'expérimentation et à l'innovation.

Il faut également être capable de déterminer quelles technologies répondent véritablement aux réalités locales.

Les solutions développées ailleurs peuvent constituer des points de départ précieux, mais elles ne peuvent pas toujours être transférées sans adaptation à des langues, des conditions institutionnelles, des contraintes infrastructurelles ou des réalités économiques différentes.

Les chercheurs, ingénieurs, entrepreneurs et professionnels africains doivent disposer des moyens leur permettant de participer aux décisions concernant la conception et l'utilisation des technologies.

Une telle participation n'exige aucun isolement technologique. La coopération scientifique internationale, les échanges de connaissances et l'accès à l'innovation mondiale demeurent indispensables.

L'objectif n'est pas de rejeter ce que le monde a créé, mais de développer la capacité d'y prendre part à partir d'une position de compétence croissante.

Le véritable progrès technologique accroît la capacité d'une société non seulement à utiliser les outils disponibles, mais aussi à les comprendre, à évaluer leurs conséquences et à contribuer à orienter leur développement futur.

# Le coût des talents exclus

Toute société possède un potentiel humain qui demeure insuffisamment développé ou utilisé.

Cette situation résulte parfois de la pauvreté, parfois de l'isolement géographique, de la discrimination, de l'insuffisance des institutions ou de l'absence de possibilités permettant aux individus de démontrer leurs capacités.

Quelle qu'en soit l'origine, l'exclusion des talents représente une perte qui dépasse la personne directement concernée.

Une jeune femme empêchée de poursuivre des études scientifiques peut ne jamais avoir la possibilité de contribuer à des découvertes ou à des innovations. Un élève doué vivant dans une communauté rurale peut être privé de la préparation nécessaire à l'épanouissement de son potentiel intellectuel. Une personne vivant avec un handicap peut posséder des capacités précieuses que des institutions inaccessibles ne parviennent ni à reconnaître ni à valoriser.

Il ne s'agit pas simplement de déceptions individuelles.

Ce sont autant de possibilités que la société elle-même risque de ne jamais réaliser.

Les politiques africaines de développement des capacités humaines doivent donc également prendre en compte la manière dont les possibilités sont réparties.

L'accès à une éducation de qualité, aux soins de santé, aux infrastructures essentielles et au perfectionnement professionnel ne peut rester concentré dans les villes ni bénéficier principalement aux ménages économiquement favorisés.

Les stratégies nationales de développement ne devraient pas non plus considérer les femmes, les communautés rurales, les personnes handicapées ou les jeunes défavorisés comme des bénéficiaires secondaires du progrès.

Leur participation fait partie intégrante du progrès lui-même.

Cela ne signifie pas qu'il faille abandonner les exigences d'excellence. Au contraire, l'élargissement des possibilités réelles permet aux sociétés de découvrir et de développer l'excellence partout où elle existe.

Il s'agit d'éliminer les obstacles évitables tout en maintenant des exigences élevées en matière de connaissances, de compétences et de réussite professionnelle.

La diversité des langues et des cultures africaines mérite également une attention particulière.

Les systèmes éducatifs et de transmission des connaissances doivent permettre aux individus d'acquérir les langues et les compétences nécessaires à une participation plus large, sans pour autant couper inutilement l'apprentissage des ressources intellectuelles et culturelles de leurs communautés.

Une société se renforce lorsque davantage de ses membres disposent des moyens de contribuer à son développement.

Son potentiel demeure limité lorsqu'un trop grand nombre de talents restent méconnus, insuffisamment soutenus ou exclus.

# Développer les capacités à travers les générations

Les capacités humaines ne peuvent être développées au moyen d'interventions isolées ou dans les limites de calendriers politiques trop courts.

Elles se constituent grâce à des investissements successifs dans les personnes et les institutions.

La qualité du développement de la petite enfance influence les possibilités ultérieures d'apprentissage. L'éducation fondamentale conditionne l'aptitude à acquérir des compétences plus avancées. Les universités et les institutions de recherche dépendent de la préparation assurée par les étapes précédentes de l'enseignement.

Les compétences professionnelles se développent par l'expérience, le mentorat, la pratique rigoureuse et la formation continue.

De même, les connaissances institutionnelles s'accumulent lorsque les organisations préservent leurs archives, examinent leurs échecs, améliorent leurs procédures et transmettent leur expérience aux générations suivantes.

Ces processus exigent de la continuité.

Les bénéfices de l'éducation d'un enfant, du renforcement d'un institut de recherche ou de la création d'une administration publique fiable peuvent se prolonger bien au-delà de la période durant laquelle les investissements initiaux ont été réalisés.

Cette réalité constitue un défi pour des systèmes politiques souvent soumis à la pression de démontrer des résultats immédiats.

Les projets visibles peuvent généralement être annoncés et inaugurés dans des délais relativement courts. Le développement de capacités intellectuelles, scientifiques, professionnelles et institutionnelles profondes obéit rarement à un tel calendrier.

Il exige de la persévérance, même lorsque les résultats les plus importants ne sont pas immédiatement perceptibles.

Les gouvernements et les institutions africaines doivent donc acquérir la discipline nécessaire pour protéger les investissements essentiels dans le développement humain contre les changements répétés d'orientation politique et les calculs de court terme.

Le rôle des familles et des communautés demeure également fondamental.

Les valeurs d'apprentissage, de responsabilité, de coopération, de persévérance et de respect du savoir se cultivent non seulement dans les institutions formelles, mais aussi dans les relations quotidiennes.

Dans le même temps, les gouvernements doivent reconnaître que les familles ne peuvent compenser indéfiniment les insuffisances des écoles, l'inaccessibilité des soins ou l'absence de perspectives économiques.

Les responsabilités sont partagées, mais elles ne sont pas interchangeables.

La question de la migration des personnes qualifiées ajoute une autre dimension.

Les Africains qui étudient ou travaillent à l'étranger peuvent contribuer au développement de leurs pays à travers la coopération scientifique, les réseaux professionnels, l'investissement, le mentorat et la circulation des connaissances. Leur expérience internationale peut devenir un atout pour les sociétés capables de maintenir avec eux des liens solides et durables.

Mais les pays doivent également créer des conditions permettant aux professionnels qualifiés de travailler utilement, de développer leur carrière et de contribuer au progrès dans leur propre pays.

La fidélisation des talents ne peut reposer uniquement sur des appels au patriotisme. Elle exige des institutions qui reconnaissent la compétence, des perspectives dignes de l'engagement professionnel et des conditions permettant de mettre les connaissances en pratique.

En définitive, la responsabilité de chaque génération dépasse le seul développement de ses propres capacités.

Elle comprend la transmission d'institutions plus solides, de connaissances plus approfondies et de possibilités plus larges à celles qui lui succéderont.

# Mesurer ce qui change véritablement

Si les capacités humaines sont fondamentales pour la transformation, les méthodes d'évaluation du développement doivent refléter cette importance.

La croissance économique, les flux d'investissement, la construction d'infrastructures et les taux de scolarisation demeurent des indicateurs utiles. Mais ils ne fournissent qu'une vision partielle.

Les questions les plus profondes concernent ce que les individus et les institutions deviennent réellement capables d'accomplir.

Les enfants acquièrent-ils de solides connaissances fondamentales ? Les écoles développent-elles le raisonnement et la compréhension scientifique ? Les professionnels qualifiés trouvent-ils de véritables possibilités de mettre leurs compétences en pratique ?

Les services de santé permettent-ils aux populations de vivre en meilleure santé et de participer plus pleinement à la vie productive ? Les institutions publiques deviennent-elles plus fiables, plus responsables et plus efficaces ?

Les entreprises apprennent-elles à devenir compétitives grâce à la productivité et à l'innovation ? Les institutions de recherche produisent-elles des connaissances qui contribuent à répondre aux besoins nationaux et régionaux ?

Les femmes et les communautés défavorisées accèdent-elles à de véritables possibilités de participation ?

Et ces améliorations sont-elles suffisamment durables pour résister aux changements de gouvernement, aux chocs économiques et aux transitions générationnelles ?

Il n'est pas toujours possible de répondre à ces questions au moyen d'un seul indicateur statistique. Elles exigent des données fiables, de l'honnêteté institutionnelle et la volonté d'examiner les résultats plutôt que les seules activités réalisées.

L'achèvement d'un projet ne doit pas être confondu avec la réalisation de son objectif.

Une école accomplit sa mission à travers la qualité des apprentissages qu'elle rend possibles. Un hôpital accomplit la sienne à travers les soins qu'il dispense. Un programme de formation atteint son objectif lorsque ses participants acquièrent des compétences véritables et deviennent capables de les exercer.

Le véritable critère d'évaluation de l'investissement public n'est pas simplement de savoir si quelque chose a été construit ou financé, mais de déterminer si les capacités et les perspectives des populations se sont réellement élargies.

# La responsabilité de développer le potentiel humain

L'avenir de l'Afrique dépendra de nombreuses décisions : politiques économiques, réformes institutionnelles, investissements infrastructurels, choix technologiques et relations avec le reste du monde.

Toutes sont importantes.

Mais aucune ne peut se substituer au développement continu des femmes et des hommes appelés à les concevoir, à les mettre en œuvre, à les évaluer et à les améliorer.

À long terme, la plus grande chance de l'Afrique ne réside pas seulement dans ses ressources naturelles, ses marchés en expansion ou sa population jeune. Elle réside dans ce que les sociétés africaines peuvent permettre à leurs populations de connaître, d'accomplir, de créer et d'apporter à la collectivité.

Cela exige une conception du développement qui place la personne humaine en son centre, sans négliger les conditions économiques et institutionnelles nécessaires au progrès.

Cela exige des systèmes éducatifs attachés aux connaissances plutôt qu'aux seuls diplômes ; des systèmes de santé qui protègent les possibilités humaines ; des institutions qui valorisent les compétences et la responsabilité ; et des perspectives économiques grâce auxquelles les capacités individuelles peuvent devenir des contributions productives.

Cela exige également de la patience, car les transformations les plus profondes naissent d'années d'efforts constants plutôt que de moments isolés de réussite politique.

Les projets peuvent amorcer le changement. Les politiques peuvent l'orienter. L'investissement peut l'accélérer.

**Mais ce sont les capacités humaines qui déterminent si la transformation peut être soutenue, renouvelée et transmise.**

La réalisation la plus durable d'une société ne réside pas simplement dans ce qu'elle construit aujourd'hui pour ses populations.

**Elle réside dans ce qu'elle permet à ses populations de construire elles-mêmes — pour elles-mêmes et pour les générations futures.**

---

*Pour approfondir cette réflexion et poursuivre votre découverte, consultez la FWS Library & Bookstore ainsi que FWS Knowledge & Learning.*